

L'EUROPE EN FRANCE

LA LETTRE DE LA REPRÉSENTATION EN FRANCE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

SOMMAIRE

1/3 ACTUALITÉ

**Gouvernance économique:
un nouveau traité pour mars**

4/6 L'EUROPE ET VOUS

**Un Printemps à deux pas
de l'Europe**

8 L'EUROPÉEN DU MOIS

**ROMAIN GUBERT,
rédacteur en chef adjoint
du service économique
au Point**

ACTUALITÉ

► RÉSEAUX

Des fonds pour l'interconnexion

Transport, énergie, technologies numériques: ces trois secteurs stratégiques pourraient bénéficier d'un investissement massif. Baptisé « Interconnexions en Europe », le plan proposé par la Commission pour le prochain budget pluriannuel de l'UE 2014-2020, actuellement en négociation, est doté d'un montant de 50 milliards d'euros. Pour lever des fonds, la Commission compte s'appuyer sur un instrument financier élaboré en liaison avec la Banque européenne d'investissement (BEI): un emprunt obligataire de financement de projet appelé « Project Bond Initiative ». Les transports devraient bénéficier d'un investissement de 31,7 milliards, le reste étant réparti à parts égales entre les réseaux énergétiques et les réseaux à haut débit. En attendant l'adoption du projet par le Parlement européen et les États membres, José Manuel Barroso a annoncé que la Commission lancerait une phase pilote entre 2012 et 2013.

► http://ec.europa.eu/budget/reform/commission-proposals-for-the-multiannual-financial-framework-2014-2020/index_fr.htm



PROGRAMME LIFE+

Un nouvel élan vert!

La Commission européenne a approuvé le financement de 183 nouveaux projets environnementaux, mi-novembre, dans le cadre du programme LIFE+ 2010. En France, huit initiatives obtiennent 11,9 millions d'euros.

L'Union européenne est prête à prendre de nouveaux engagements pour la planète. « *L'Europe pense que le monde a eu assez de temps pour réfléchir* », a déclaré Connie Hedegaard, commissaire européenne chargée de l'Action pour le climat, lors de la conférence sur le changement climatique, qui a réuni les représentants de plus de 190 pays à Durban, du 28 novembre au 11 décembre 2011. Une conférence qui, grâce à l'insistance de l'UE, a abouti à une feuille de route englobant pour la première fois tous les pays – y compris l'Inde, la Chine et les États-Unis – afin de parvenir à un accord en 2015 pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Avec LIFE+, version actualisée du dispositif LIFE lancé en 1992, la Commission européenne dispose déjà d'un instrument puissant pour agir, à l'échelle des territoires, en faveur de la nature et de l'environnement à l'intérieur des frontières de l'UE. Chaque année, le programme, ouvert aux porteurs de projets publics ou privés, cofinance jusqu'à 50 % du coût de projets innovants. LIFE+ comporte trois volets: nature et

biodiversité; politique environnementale et gouvernance; information et communication. En vingt ans, plus de 3 000 initiatives écologiques ont été financées au sein des États membres.

DES PROJETS DE GRANDE QUALITÉ

Seuls les meilleurs dossiers sont sélectionnés. Comme le précise Sylvie Ludain, représentante de LIFE+ dans l'Hexagone, « *Au total, un projet sur quatre a été accepté. Pour la France, sur 26 propositions reçues, 8 ont été retenues* », soit une aide européenne de 11,9 millions d'euros, sur un investissement total de 46,2 millions d'euros. « *La France n'est pas le pays qui adresse le plus de propositions, mais les siennes sont, en général, de plus grande qualité* », ajoute M^{me} Ludain. Italie, Espagne et Allemagne sont les États les plus consommateurs de ces fonds « verts », représentant 244 millions d'euros dans le cadre de LIFE+ 2010. L'UE maintient le cap: un nouveau programme LIFE, dont la proposition de règlement a été adoptée le 12 décembre par la Commission, inclura une rallonge budgétaire (lire encadré page suivante) pour 2014-2020.

■■■ suite p. 2



La Ligue de protection des oiseaux va bénéficier d'une subvention pour protéger le râle des genêts, une espèce menacée.

Programme LIFE+ : un nouvel élan vert!

LE MANS OPTIMISE SON ÉCLAIRAGE PUBLIC

En attendant, sur le terrain, les régions françaises bénéficient de ce soutien. Urban Light Plan, porté par la métropole du Mans, fait partie des projets phares de LIFE+ 2010. L'agglomération mancelle (200 000 habitants) a décidé d'agir dans le sens des économies d'énergie en élaborant un plan de gestion de l'éclairage public et de lutte contre la pollution lumineuse. Objectifs: diminuer de 40 % la facture énergétique de l'agglomération d'ici 2015 et baisser les émissions de CO₂ de 683 tonnes par an. « Nous portons cette idée depuis 2009. Nous allons remplacer des foyers lumineux, en supprimer, baisser la hauteur des mâts, mieux orienter et réguler les éclairages », explique Jean-Louis Prigent, vice-président (Les Verts) du Mans Métropole, délégué à

l'éclairage public. Urban Light Plan a reçu 1,2 million d'euros sur un budget de 5,2 millions. « LIFE+ nous permet d'être encore plus ambitieux et innovants. Nous espérons que les acteurs privés et les autres agglomérations nous emboîteront le pas. » Parmi les autres projets approuvés, le syndicat mixte du parc naturel régional du Morvan obtient 1,6 million d'euros, sur un budget de 3,2 millions. Une enveloppe qui servira à réhabiliter 5 km de cours d'eau et à accroître les populations en déclin d'écrevisses à pattes blanches, de moules perlières d'eau douce et de mulettes épaisses. En Picardie, la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) décroche 600 000 euros pour sauvegarder les râles des genêts. « L'espèce disparaît sous nos yeux, précise le porteur de projet, nous comptons 3 000 mâles chanteurs dans les années 1960, contre une cinquantaine aujourd'hui. » Au volet politique et gouvernance, le projet ICARRE 95, porté par Renault, se distingue. Le constructeur obtient 5,5 millions d'euros pour créer une plate-forme, expérimentale et exemplaire, de recyclage des véhicules hors d'usage. Depuis septembre, les candidatures au financement LIFE+ 2011 sont closes. Le prochain appel à propositions, pour LIFE+ 2012, sera publié fin février. L'occasion de passer au vert...

► Pour en savoir plus sur le programme et soumettre un projet: <http://ec.europa.eu/environment/life/funding/lifeplus.htm>

Nouvelle impulsion pour le programme LIFE

La Commission européenne a proposé, le 12 décembre 2011, une modernisation du programme LIFE. Doté de 2,1 milliards d'euros sur la période 2007-2013, le nouveau LIFE+ verrait ainsi ses priorités redéfinies, sa mise en application assouplie et son impact renforcé grâce à une enveloppe budgétaire sensiblement accrue: 3,2 milliards d'euros pour la prochaine période de programmation (2014-2020).

La Commission préconise la création d'un nouveau sous-programme « action pour le climat », ce qui revient à tripler les fonds alloués à la lutte contre le réchauffement climatique. Cette proposition doit désormais être examinée par le Parlement européen et le Conseil.

► <http://ec.europa.eu/environment/life/about/beyond2013.htm#proposal>

SOCCIAL

L'aide alimentaire européenne prolongée

Le Programme européen d'aide aux plus démunis sera préservé pour au moins deux ans. Un soulagement pour les associations caritatives qui bénéficient de ce régime de distribution de denrées alimentaires créé en 1987.

Avec une enveloppe de 500 millions d'euros environ, le programme d'aide alimentaire de l'Union européenne (PEAD) soutient annuellement quelque 18 millions d'Européens souffrant de la faim. Au grand soulagement des associations, ce fonds continuera de fonctionner jusqu'à la fin 2013, grâce au compromis proposé par la Commission. L'Allemagne, la Suède, le Royaume-Uni, le Danemark, les Pays-Bas et la République tchèque avaient, en effet, manifesté leur souhait d'interrompre leur participation, estimant que le PEAD avait été dévié de son objectif initial. Créée en 1986-1987 par Jacques Delors, cette aide s'appuyait sur les surplus agricoles dégagés par la politique agricole

commune, désormais très faibles voire inexistantes.

SOLUTION TRANSITOIRE

Après des négociations menées sous l'égide de la Commission européenne, qui considérait le maintien de cette aide comme essentielle, les six pays concernés ont accepté une solution transitoire. L'Allemagne, par la voix de sa ministre de l'Agriculture Ilse Aigner, s'est dite prête à lever les blocages « par égard pour les organisations caritatives », tout en soulignant qu'« à partir du 1^{er} janvier 2014, il n'y aura pas de politique sociale à l'échelle européenne. » Pour se conformer à un arrêt de la Cour de justice, la Commission a proposé

de financer le PEAD après 2014 sur d'autres fonds que ceux dédiés à la politique agricole commune, en s'appuyant sur les fonds de « cohésion », qui viennent en aide aux régions les plus défavorisées. Dans ce cadre, l'aide aux démunis pourrait atteindre 2,8 milliards d'euros pour la période 2014-2020. Suite à l'accord trouvé à Bruxelles, les Restos du cœur ont salué une décision « très responsable, qui évite à l'Europe une crise humanitaire ».



107 nouvelles rames de tramways pour l'Île-de-France

La Banque européenne d'investissement (BEI) vient d'apporter une contribution décisive au financement du matériel roulant de plusieurs lignes de tramway en région parisienne: les lignes T3, T5, T6, T7 et T8. La BEI a en effet signé un contrat de 378 millions d'euros avec le STIF (Syndicat des transports d'Île-de-France), la RATP et différentes entités de BPCE (Banque populaire-Caisse d'épargne). Deux accords de crédit-bail permettront ainsi de financer 107 rames de tramway sur 33 ans. Premier investisseur en France dans le secteur des transports collectifs durables, la BEI y a financé 25 tramways.

Plus d'informations sur les programmes soutenus par la BEI: <http://www.eib.org/>

RESEAUX INTELLIGENTS

La France en première ligne



© Thinkstock

Garde une longueur d'avance en matière d'efficacité des réseaux électriques, telle est l'ambition du programme pilote Grid4EU, lancé fin novembre à l'initiative de la Commission européenne. Objectif: mettre en œuvre six démonstrateurs de réseaux électriques intelligents (Smart Grids) dans l'Union européenne. En s'appuyant sur les technologies informatiques, ces réseaux de distribution de nouvelle génération visent à optimiser la production et la distribution tout en adaptant mieux l'offre à la demande, et à réaliser de précieuses économies d'énergie. Le budget total de Grid4EU s'élève à 54 millions d'euros, dont 25 millions seront apportés par l'UE. Six opérateurs européens ont été retenus pour expérimenter les Smart Grids dans leur propre pays, et c'est le Français ERDF, premier distributeur européen, qui a été choisi comme chef de file du programme. En France, le projet NiceGrid, implanté à Carros (Alpes-Maritimes), testera ainsi le pilotage de la consommation en aval du compteur.

http://ec.europa.eu/research/research-eu/60/article_6024_fr.html

GOVERNANCE

Un nouveau traité pour le mois de mars

Alors qu'entraient en vigueur les six textes législatifs (le « 6 pack ») adoptés par le Parlement européen et le Conseil des ministres pour renforcer le Pacte de stabilité et de croissance, la quasi-totalité des États membres ont décidé d'aller plus loin lors du Conseil européen du 9 décembre, à Bruxelles. Ils ont prévu de négocier un nouveau traité sur la gouvernance économique. L'objectif du « 6 pack », comme de ce traité, est de renforcer la discipline budgétaire dans l'Union européenne, et plus particulièrement au sein de la zone euro, en appliquant, sous peine de sanctions, une « règle d'or » pour les budgets nationaux. Même si la Suède et la République tchèque n'ont pas pris de décision définitive, 26 États membres pourraient signer le traité, seul le Royaume-Uni ayant choisi de rester en marge de cette réforme. Le texte devrait être finalisé d'ici au mois de mars, avant d'être ratifié par chacun des États signataires. Plusieurs

principes ont été actés. Par exemple, les sanctions en cas de déficit excessif (au-delà de 3 % du PIB) s'appliqueront automatiquement, sauf si une majorité qualifiée d'États membres s'y oppose. La Commission européenne, qui milite depuis plusieurs années pour le renforcement de la gouvernance économique, apportera son concours à la préparation du texte. Elle sera également la garante de son respect. « Nous aurions préféré un accord unanime », a reconnu José Manuel Barroso, président de la Commission européenne, soulignant néanmoins que le traité « renforcera, et c'était notre objectif, la gouvernance, la crédibilité, et les règles de la zone euro ». Par ailleurs, le Mécanisme européen de stabilité (MES) sera opérationnel dès juillet 2012. Destiné à aider les membres de la zone euro qui n'auraient pas un accès suffisant au marché pour financer leurs dettes, ce fonds pourra être actionné sans recourir à l'unanimité.

En cas d'urgence, il suffira que les États représentant 85 % du capital souscrit souhaitent le mettre en œuvre.

Le discours de J. M. Barroso à l'issue du Conseil européen: http://ec.europa.eu/commission_2010-2014/president/news/speeches-statements/2011/12/20111208_speeches_1_fr.htm



© José Manuel Barroso, aux côtés d'Angela Merkel et Nicolas Sarkozy, à l'issue du Conseil européen du 9 décembre dernier.

HAUT DÉBIT

Réduire la fracture numérique

L'État pourra consacrer 750 millions d'euros au déploiement de réseaux à très haut débit sur son territoire. La Commission considère en effet que la France respecte les règles de l'UE relatives aux aides d'État et à la libre concurrence. De fait, les pouvoirs publics se sont engagés à n'accorder ces aides qu'à l'issue d'appels d'offres et uniquement pour des zones dans lesquelles il n'existe pas de réseaux comparables. Autre raison du feu vert de Bruxelles: le réseau subventionné sera accessible à l'ensemble des utilisateurs. Avec ce programme, consommateurs et entreprises bénéficieront de vitesses de connexion de 100 mégabits par seconde (Mbit/s) pour une large palette de services: e-santé, administration en ligne, télévision 3D, télétravail...

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/11/1211&format=HTML&aged=0&language=FR>

UN PRINTEMPS À DEUX PAS DE L'EUROPE

Les changements dans le monde arabe marquent sans doute un tournant dans les relations de l'Europe avec ses voisins immédiats. Une double transition politique et économique, que l'Union a à cœur d'accompagner au plus près.

Le Printemps arabe a surpris tout le monde. Pas plus dans les capitales des États membres qu'à Bruxelles ou ailleurs, une telle explosion des régimes au sud de la Méditerranée n'avait été envisagée. Un mois à peine après le début des émeutes qui ont suivi la mort de Mohamed Bouazizi, le 17 décembre 2010, le président Ben Ali, au pouvoir depuis 1987, fuit la Tunisie. En Égypte, Hosni Moubarak, trente ans de « règne », démissionne quinze jours après les premières manifestations, débutées fin janvier. Le Printemps arabe émane des peuples eux-mêmes. Si l'Union européenne ne revendique certes pas être à l'origine du mouvement, elle a apporté immédiatement son soutien aux aspirations à la démocratie des citoyens au sud de la Méditerranée. Comme José Manuel

Barroso, président de la Commission, le déclare en mars 2011, « nous sommes là pour les aider et contribuer à ce que l'espoir l'emporte définitivement sur la crainte et que la liberté triomphe définitivement de la répression. » Il le souligne encore dans son discours sur l'état de l'Union, en septembre dernier: « Le Printemps arabe, c'est une transformation profonde qui aura des conséquences très importantes, non seulement pour ces peuples mais aussi pour nous, pour notre Europe. »

AIDE D'URGENCE ET SOUTIEN À LA DÉMOCRATIE

Dès le mois de mars 2011, la Commission publie une communication sur « *Un partenariat pour la démocratie et une prospérité partagée* », sous l'impulsion de la haute représentante de l'Union pour les Affaires étrangères, Catherine Ashton,

prémices à une nouvelle « *Politique européenne du voisinage* » proposée, elle, dès le mois de mai suivant. Concrètement, José Manuel Barroso, propose une aide globale aux pays de la Méditerranée de 4 milliards d'euros pour la période 2011-2013, lors de son voyage à Tunis à la mi-avril. Le soutien de l'UE à la démocratie se traduit, par exemple, par une aide substantielle (80 millions d'euros de la Commission et 73 millions des États membres) pour faire face à l'afflux des blessés et réfugiés de Libye, tandis qu'un nouvel instrument financier doté de 26 millions d'euros en 2011 est créé pour soutenir l'éclosion d'une société civile capable de s'investir dans la vie publique. Parallèlement, le programme Spring, d'un montant de 350 millions d'euros entre 2011 et 2012, doit aider au développement économique des pays au sud de la

Les bouleversements dans le monde arabe en 2011

MAROC

- **Fin janvier et février 2011**: manifestations pacifiques
- **9 mars**: le roi Mohammed VI annonce une importante réforme constitutionnelle
- **25 novembre**: élections législatives suivant la réforme de la Constitution

TUNISIE


- **17 décembre 2010**: immolation de Mohamed Bouazizi à Sidi Bouzid
- **De décembre 2010 à janvier 2011**: manifestations et émeutes
- **14 janvier 2011**: fuite du président Ben Ali
- **23 octobre**: premières élections libres pour une Assemblée constituante
- **13 décembre**: Moncef Marzouki élu président de la République par l'Assemblée constituante

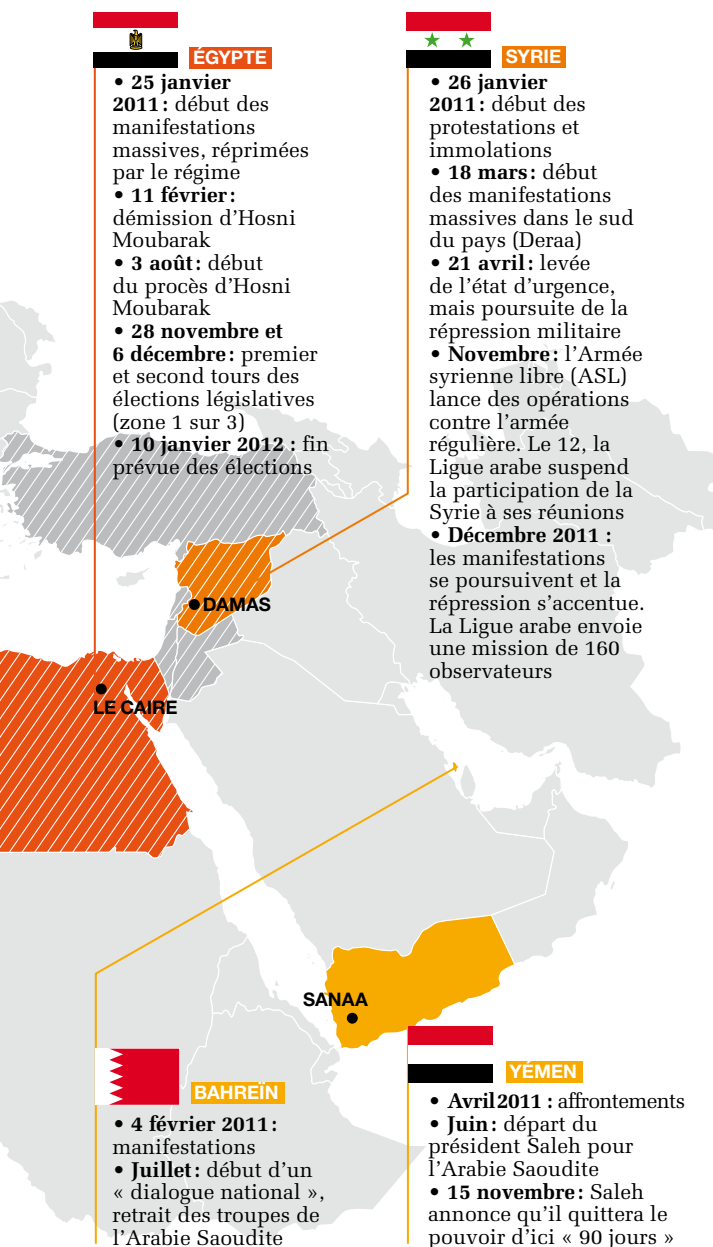
ALGÉRIE

- **28 décembre 2010**: début des manifestations
- **24 février 2011**: le gouvernement lève l'état d'urgence en vigueur depuis 1992
- **15 avril**: le président Abdelaziz Bouteflika promet une réforme constitutionnelle

LIBYE

- **13 février 2011**: début des manifestations, émeutes et insurrection armée. Contestation forte à Benghazi
- **22 mai**: Catherine Ashton ouvre un bureau de l'UE à Benghazi
- **23 août**: Tripoli passe sous le contrôle du Conseil national de transition libyen
- **20 octobre**: mort de Mouammar Kadhafi
- **12 novembre**: ouverture d'une délégation de l'UE à Tripoli

 Pays de l'UPM non membres de l'UE.



Méditerranée, notamment en termes d'infrastructures. D'autres types de programmes, comme Erasmus Mundus, qui permet à des étudiants extra-européens de venir suivre un cursus dans les universités de l'UE, sont renforcés. De même que la politique de mobilité, visant à permettre une migration économique légale, est réaffirmée avec l'objectif d'assouplir la politique de visas Enfin, l'Europe a financé l'envoi d'observateurs lors des premières élections réellement libres en Tunisie, en octobre 2011. À moyen terme, la Commission propose de porter à 18 milliards d'euros (+ 40 %) son soutien aux pays du voisinage pour 2014-2020. Mais l'Europe ne peut pas tout seule, et la réunion du G8 à Deauville, fin mai 2011, annonce un véritable partenariat des pays les plus riches en faveur des pays arabes fêtant leur Printemps (voir le zoom).

HENRY MARTY-GAUQUIÉ,
représentant de la BEI à Paris

Un travail de longue haleine

« Sans avancée dans la modernisation de l'État et dans la démocratisation du système politique des pays du Printemps arabe, leur attractivité économique ne progressera pas. Les flux commerciaux avec les États européens constituent un enjeu fondamental pour ces pays.



A cet égard, souvenons-nous que la réduction de la pauvreté passe par la modernisation du secteur agricole et par l'accès de leurs produits aux marchés. En mars, avril et mai derniers, on estime que la Tunisie a perdu 7 000 emplois par jour! »

NATHALIE FUSTIER,

présidente de la Fondation des femmes pour la Méditerranée

« Donner plus de place aux femmes »



« Lorsque la Fondation des femmes pour la Méditerranée a été officiellement lancée, le 14 juin dernier, nous étions encore dans l'enthousiasme des révolutions arabes, dans lesquelles les femmes ont été très présentes, notamment aux manifestations de rue, en Égypte, en Tunisie ou même en Libye. Mais, on se rend compte aujourd'hui que les femmes sont relativement absentes du débat politique. Peut-être certains acquiescent-ils même d'être remis en cause. L'Union européenne, dans le cadre de partenariats, pourrait agir à travers des programmes dédiés aux femmes sur des thèmes comme la création d'associations, l'éducation à la gouvernance politique. »

TAREK TOUKABRI,

vice-président de l'Association démocratique des Tunisiens en France, membre du Parti démocrate progressiste

« On aurait pu mieux faire pour les migrants de Lampedusa »



« L'instauration de la démocratie en Tunisie et ailleurs est l'occasion de mettre en place un climat de confiance entre les deux rives de la Méditerranée. De ce point de vue, la gestion par les pays de l'UE des quelques 25 000 jeunes Tunisiens arrivés dans l'île de Lampedusa à partir du printemps 2011 est regrettable. Nous sommes allés à Bruxelles pour demander un moratoire de quelques mois, une aide au retour. Ça n'a pas été possible. Pourtant, l'économie tunisienne est « à plat » depuis plusieurs mois; la chute de la fréquentation touristique, de l'ordre de 70 %, est dramatique. Je regrette qu'il n'y ait aucun accompagnement de l'Europe sur ces questions. »

L'UNION POUR LA MEDITERRANÉE

Lancé en 1995, le processus de Barcelone a ouvert la voie à un accord de libre-échange entre l'UE et les pays du sud de la Méditerranée. Ce processus est porté depuis 2008 par l'Union pour la Méditerranée, avec des initiatives sur des thèmes tels que la dépollution de la mer, les autoroutes maritimes, l'université euro-méditerranéenne ou encore un plan solaire méditerranéen. L'Union pour la Méditerranée réunit les 27 États membres de l'UE, la Commission européenne et 16 pays méditerranéens, ainsi que la Ligue arabe.

● <http://www.ufmsecretariat.org/en/>

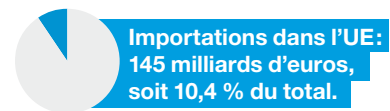
Financement et démocratie

Entre l'été et l'automne 2011, des prêts de l'ordre de 315 millions d'euros ont été accordés par la Banque européenne d'investissement (BEI), banque de l'Union européenne, en faveur de projets de développement en Tunisie. Parmi les objectifs de cette aide : promouvoir le réseau routier, afin de désenclaver les régions les plus défavorisées au sud du pays. Au total, l'engagement de financements par les Institutions financières internationales (IFI) aux quatre pays désignés par le G8 en septembre dernier (Maroc, Tunisie, Égypte, Jordanie) s'élève à 38 milliards de dollars (28,3 milliards d'euros) d'ici la fin 2013. La BEI participera à ce fonds à hauteur de

7,5 milliards de dollars (5,6 milliards d'euros). Les engagements financiers du FMI pourront aller jusqu'à 35 milliards de dollars (26,1 milliards d'euros). Enfin, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), créée il y a vingt ans pour aider la transition des pays d'Europe centrale et orientale vers l'économie de marché, va étendre sa mission aux pays du sud de la Méditerranée. Elle pourrait y investir jusqu'à 2,5 milliards d'euros par an. Les partenaires du G8, tout comme l'Union européenne, ont posé des conditions à l'obtention de ces crédits : « *more money for more democracy* » ou, en français, « plus d'argent pour plus de démocratie ».

LES ÉCHANGES DE L'UNION EUROPÉENNE AVEC LES PAYS DU BASSIN MÉDITERRANÉEN EN 2010

181 milliards d'euros, soit 13,4 % du total des exportations de l'UE.



- Dont 59 milliards d'euros de gaz, pétrole.
- Dont 8 milliards en produits alimentaires.
- Plus de 70 % des exportations des pays du Sud de la Méditerranée sont dirigées vers l'UE.

3 QUESTIONS À...

© DR

Quelles sont les répercussions du Printemps arabe sur l'Union européenne ?

Sur le fond, elles sont énormes. C'est un défi pour nos modèles intellectuels, qui doivent désormais tenir compte des aspirations des populations du sud de la Méditerranée. L'Europe ne doit pas oublier que ces révoltes sont nées de la faim et de la volonté d'obtenir de meilleures conditions de vie, elles n'ont pas été initiées, pas plus au Caire qu'à Tunis, par des partis politiques aux revendications politico-religieuses.

JEAN-LOUIS REIFFERS, professeur à Euromed management, président des comités scientifiques de l'Institut de la Méditerranée (Marseille) et du Forum euroméditerranéen des instituts de sciences économiques (FEMISE), vice-président de l'Office de coopération économique de la Méditerranée et de l'Orient (OCEMO).

« Les conséquences du Printemps arabe sont énormes pour l'Europe »**Comment l'Europe peut-elle agir ?**

L'action de l'Union doit plus que jamais se concentrer sur quelques grands domaines indispensables au développement de ces pays. Par exemple, il faut anticiper les conséquences de leur ouverture économique, et notamment dans des secteurs fragiles comme l'agriculture et l'agroalimentaire. Le développement doit également tendre à l'équilibre territorial et viser à réduire les disparités entre les régions. Enfin, les politiques à venir doivent tenir compte de la réalité sociale et considérer la jeunesse des

populations de ces pays comme leur principale richesse.

Que vous inspire le résultat des élections qui ont suivi le Printemps arabe ?

Même si l'Europe doit rester ferme sur ses valeurs, sur la démocratie et le droit des femmes notamment, je ne suis pas forcément inquiet de l'arrivée au pouvoir des fondamentalistes : le nécessaire compromis entre républicains et fondamentalistes pourrait s'avérer une chance. Il pourrait déboucher sur un modèle nouveau et positif, où tout le monde aura à gagner.

LE CHIFFRE DU MOIS

50 MILLIONS DE POULES PONDEUSES EN BATTERIE SERONT BIENTÔT DANS L'ILLÉGALITÉ!

La Commission a annoncé son intention de lancer des procédures d'infraction contre 11 États membres, dont les gallinacées sont tenues dans des cages de moins de 750 cm². Depuis le 1^{er} janvier 2012, la loi européenne interdit en effet les cages de batterie qui réduisent à l'extrême l'espace de vie des volatiles. Les poules devront désormais évoluer dans des cages plus grandes, sur un nid, un perchoir, l'idéal étant l'élevage au sol ou en liberté!

► <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2011:314:0012:0013:FR:PDF>



Thinkstock

L'Europe en pratique

► CONSUMMATION
Cigarettes anti-incendies

Thinkstock

Les cigarettes laissées allumées représentent l'une des premières causes d'incendies mortels en Europe. D'où la nouvelle norme, en vigueur dans l'Union depuis la mi-novembre, de cigarettes dites « à faible propension à l'inflammation ». Leur particularité: elles s'éteignent d'elles-mêmes quand elles sont laissées à l'abandon. Cette mesure de sécurité est déjà appliquée aux États-Unis, au Canada, en Australie et en Finlande, depuis avril 2010. Elle a permis de réduire de 40 % le nombre d'incendies provoqués par les fumeurs imprudents...

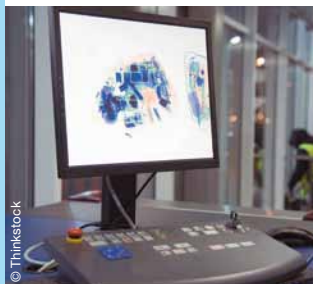
► http://ec.europa.eu/consumers/safety/prod_legis/index_en.htm

► SÉCURITÉ AÉRIENNE

Scanners : à manier avec précaution

Concilier sécurité des passagers aériens et respect des droits fondamentaux, tel est le sens de la nouvelle législation en vigueur dans l'Union sur les scanners de sécurité. Désormais, les États membres qui emploient ces machines dans leurs aéroports doivent respecter les conditions d'utilisation et les normes établies par la Commission. Afin de protéger l'intimité des personnes, le stockage, la copie, l'impression ou la récupération d'images par les scanners seront interdits. L'agent de sécurité qui analysera les images devra, par ailleurs, se trouver dans un espace séparé, et l'image ne pourra pas être associée à la personne faisant l'objet de l'inspection. Les passagers pourront également choisir une autre méthode de contrôle (fouille, palpation, etc.). Enfin, pour protéger la santé des passagers, seuls les scanners de sûreté qui n'utilisent pas de technologies à base de rayons X seront autorisés.

► http://ec.europa.eu/enterprise/newsroom/cf/itemlongdetail.cfm?displayType=news&lang=fr&tpa_id=168&item_id=5563&tk=



© Thinkstock

► JEUNESSE/ÉDUCATION

Erasmus : toujours plus !

La Commission souhaite porter à cinq millions le nombre de jeunes éligibles à Erasmus... et propose que l'Union s'en donne les moyens!

Commissaire chargée de l'Éducation et de la Culture, Androulla Vassiliou a annoncé, le 23 novembre dernier, le lancement d'une nouvelle initiative d'envergure en faveur de l'éducation et de la formation professionnelle. Baptisée « Erasmus pour tous », elle regroupe sept programmes existants (Erasmus, Leonardo da Vinci, Comenius et Grundtvig, Erasmus Mundus, Tempus, Alfa, Edulink) et celui de coopération avec les pays industrialisés. Ce programme permettra, entre autres, de « faciliter la demande d'une bourse ». Il pourrait bénéficier d'une enveloppe de 19 milliards d'euros sur sept ans... soit un budget en augmentation de 70 % ! Pour expliquer ce bond en pleine crise économique, M^{me} Vassiliou a souligné « qu'investir dans l'éducation et la formation était le meilleur placement pour l'avenir de l'Europe ».

► http://ec.europa.eu/education/erasmus-for-all/index_fr.htm

L'EXPO DU MOIS

BULLES SANS FRONTIÈRES

« L'Europe se dessine », exposition organisée dans le cadre du Festival international de la BD d'Angoulême. Du 26 au 29 janvier 2012.

C'est quoi L'Europe au quotidien ?

Comment s'incarnent nos valeurs dans la « vraie vie » ?

Voici quelques-unes des questions sur lesquelles ont planché une cinquantaine d'auteurs européens de bande dessinée, de Florence Cestac à Bilal, en passant par Manara, Johan De Moor ou Pénélope Bagieu. Leurs contributions inédites jalonnent l'exposition « L'Europe se dessine », organisée sous l'égide du ministère des Affaires étrangères et européennes, de la Commission européenne et du Parlement européen, dans le cadre du Festival international de la BD d'Angoulême. Un éclairage original et ludique sur l'un des biens majeurs du patrimoine et de l'histoire de l'Europe: notre identité partagée.

► Plus d'informations sur le festival et l'exposition :

www.bdangouleme.com/



Récompensé par le Prix du journalisme presse écrite du Parlement européen pour son article « L'incroyable roman de l'euro », Romain Gubert aime par-dessus tout bousculer les idées reçues.

Pour expliquer la crise actuelle de l'euro dans son article primé, Romain Gubert a jugé utile de faire un retour aux sources. C'est en historien qu'il a raconté la genèse et la première décennie de la monnaie unique. Pourtant, lorsqu'il étudie l'histoire à la Sorbonne, dans les années quatre-vingt, Romain Gubert est déjà dévoré par l'urgence du présent. Elle le pousse vers le journalisme, alors qu'il est en train de rédiger son mémoire de DEA sur l'habitat populaire en France au début du XX^e siècle. « *C'est par curiosité que je suis devenu journaliste*, raconte-t-il. *Ce métier permet de rencontrer des gens de tous horizons. Sa grande vertu, c'est de découvrir des choses, de fouiller, d'essayer de comprendre et de donner à comprendre aux autres.* » Il collabore d'abord aux éditions départementales du *Parisien*, puis à *Libération*.

ROMAIN GUBERT

rédacteur en chef adjoint du service Économie au *Point*

« Un journaliste doit être pétri de doutes »



EN DATES

2012 : *L'Oligarchie des incapables*, coécrit avec Sophie Coignard, Albin Michel

2004 : rédacteur en chef adjoint du service Économie, *Le Point*

2003 : *L'Arrogance française*, coécrit avec E. Saint-Martin, Balland

1994 : journaliste puis grand reporter au *Point*

1988 : journaliste free lance pour *Le Parisien*, *Libération*, France Culture

Après un passage à France Culture en 1994, il s'ancre finalement dans la presse écrite. Pour *Le Point*, il couvre les guerres en Irak, en Tchétchénie et reçoit le prix Natali de l'Union européenne pour le reportage « Ingouchie, les terribles témoignages des réfugiés tchétchènes ». En 2004, il devient directeur adjoint du service Économie. « *Un journaliste doit être pétri de doutes. Il doit être bourru, ne jamais croire*

ce qu'on lui raconte. » Et d'affirmer, sans ciller, que son père était « marchand de sable ». L'esprit impertinent, la plume acérée, le quadragénaire écrit également des livres qui brisent les tabous. Il s'attaque à l'attitude hautaine de la diplomatie dans *L'Arrogance française*, et, dans *L'Oligarchie des incapables* (à paraître en 2012), aux élites, à leur corporatisme, dénonçant leur responsabilité dans la crise actuelle.

Il est aux avant-postes quand éclate la crise de l'euro, qu'il considère malgré tout avec optimisme. « *Grâce à cette crise, les gens se sont emparés des sujets liés à l'Europe et à la monnaie unique. Avant, qui connaissait la BCE, les eurobonds? La crise peut aboutir à la démocratisation de l'Europe.* »

● L'article primé de Romain Gubert : http://www.eppj.eu/ressource/static/files/2011/fr_wp_fr.pdf

L'EUROPE EN LIGNE

REPRÉSENTATION EN FRANCE
DE LA COMMISSION EUROPÉENNE:
● ec.europa.eu/france

CENTRES D'INFORMATION
EUROPE DIRECT:
● europedirectfrance.eu

INFORMATION ET ACTUALITÉS
SUR L'EUROPE:
● www.toutleurope.eu

L'EUROPE EN FRANCE – ISSN : 1830-8791 – La lettre de la Représentation en France de la Commission européenne – 288, bd Saint-Germain, 75007 Paris – Tél. : 01 40633800 • Directrice de la publication : Anne Houtman – Rédacteur en chef : Renaud Soufflot de Magny • Rédaction : Stéphane Boumendil, Charles Centofanti, Rouja Lazarova, Frédéric Magnan • Conception/réalisation : CITIZEN PRESS – Responsable d'édition : Stéphane Boumendil – Tél. : 01 77 45 86 75. Impression : Vincent. Ce numéro a été tiré à 75 000 exemplaires. Dépôt légal : à parution. Les articles publiés dans *L'Europe en France* n'engagent pas la Commission européenne. Abonnement gratuit et désabonnement : comm-par-abonnement@ec.europa.eu